

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 14/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN DE PUCHOT

12 Avenue des Vosges
67000 Strasbourg

Références : IC-R/117/26-VH/SF
Code AIOT : 0005107606

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement PARC EOLIEN DE PUCHOT implanté CRAMPON 60210 Dargies. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN DE PUCHOT
- CRAMPON 60210 Dargies
- Code AIOT : 0005107606
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc a été autorisé par arrêté préfectoral du 3/04/2017 complété par arrêtés complémentaires

du 17/06/2019 (modification du parc) et du 12/08/2022 (bridage chiroptère).
Le parc éolien de Puchot a été mis en service le 13/10/2020.

La SAS PARC EOLIEN DE PUCHOT, exploite sur la commune de Dargies, 3 éoliennes de type VESTAS V110/V100 présentant les caractéristiques suivantes :

E1

- hauteur de l'aérogénérateur (moyeu) : 75 m
- diamètre du rotor : 110 m
- garde au sol : 20 m
- hauteur totale : 130 m
- puissance unitaire : 2,35 MW

E2 et E3

- hauteur de l'aérogénérateur (moyeu) : 75 m
- diamètre du rotor : 100 m
- garde au sol : 25 m
- hauteur totale : 125 m
- puissance unitaire : 2,35 MW

Thèmes de l'inspection :

- AR - 15

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Collecte de données	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Transmission suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3	Sans objet
4	Déclaration mortalité	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	Sans objet
5	Mesure protection biodiversité	Arrêté Préfectoral du 12/08/2022, article 2	Sans objet
6	Accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
8	Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
9	Intérieur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La SAS PARC EOLIEN DE PUCHOT, exploite 3 éoliennes sur la commune de Dargies.

L'exploitation du parc est conforme à la réglementation avec notamment des mesures pour préserver les chiroptères mises en place et suivies par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental – Réalisation et modalités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs.</p> <p>Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents.</p> <p>Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les constats ont porté sur la situation vis-à-vis de l'impact sur les chiroptères qui font l'objet de mesures spécifiques sur ce parc.</p> <p>Les suivis environnementaux pour les années 2021 et 2022 ont été réalisés en respectant la méthodologie préconisée par le protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de 2018.</p>

Le suivis environnementaux indiquent les mortalités suivantes :

2021 : 6 Oiseaux / 12 Chiroptères

- Chiroptères : Pipistrelle commune (3), Pipistrelle de Nathusius (3), Murin à oreilles échancrées (1), Chiroptère Indéterminé (5).

- Oiseaux : Faucon crécerelle (2), Buse variable (2), Laridé indéterminé, pigeon ramier

2022 : 4 Oiseaux / 1 Chiroptère

- Chiroptères : Pipistrelle commune (1)

- Oiseaux : Faucon crécerelle (1) Pigeon ramier (3)

A l'issue du suivi réalisé en 2021, des paramètres de bridage ont été pris dans les conditions suivantes :

- Entre le 15 mai et le 31 octobre ;

- Du coucher au lever du soleil ;

- Lorsque la vitesse du vent est inférieure ou égale à 4 m.s^{-1} ;

- Lorsque la température est supérieure ou égale à 10°C .

Un suivi d'activité en hauteur a été réalisé en 2021 à l'aide d'un dispositif Batmod 2S+ micro déporté installé sur l'éolienne E02 du 05 mai au 14 novembre 2021.

Les conditions de bridage retenues permettent de préserver 94% de l'activité chiroptérologique enregistrée en altitude.

Afin de valider la pertinence des mesures de bridages proposées, un nouveau suivi a été réalisé en 2022 avec un nouveau suivi d'activité en hauteur.

Ce suivi en hauteur a été reconduit en 2022 du 21 avril au 23 novembre 2022. Des défaillances n'ont pas permis une exploitation complète des données mais celles-ci semblent concorder avec les données de 2021 (90% des contacts pour des vitesses de vent inférieures ou égales à $4,0 \text{ m.s}^{-1}$ et température entre 13 et 28°C).

L'exploitant indique que le prochain suivi environnemental est prévu pour les dix ans du parc.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Collecte de données

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

Thème(s) : Autre, Collecte et téléversement des données

Prescription contrôlée :

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018.

Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3.

suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3.
Constats : L'exploitant a transmis les certificats de dépôt délivrés par la plateforme Dépobio qui correspondent au versement des données initiales de l'étude d'impact de 2019. L'exploitant a indiqué que le versement des suivis 2021 et 2022 avait été réalisé mais n'a pas été en mesure de communiquer les certificats attestant du dépôt.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant confirmera de la bonne réalisation du dépôt sur la plateforme en communiquant les certificats de dépôt correspondant aux suivis 2021 et 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Transmission suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3
Thème(s) : Autre, Transmission des documents – version française
Prescription contrôlée : Par dérogation au I, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée : - les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis ;
Constats : Suite à la mise en service du parc en septembre 2020, les suivis environnementaux des années 2021 et 2022 ont été communiqués à l'inspection. Ils ont permis notamment de mettre en place un bridage à destination des chiroptères.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déclaration mortalité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Autre, Déclaration d'accident ou d'incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport

d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées.

Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Conformément aux directives nationales, il est attendu une information de la DREAL dans les cas suivants : une espèce menacée (CR, EN ou VU sur une liste rouge locale, régionale ou nationale) est découverte ; et/ou en cas de mortalité importante / massive d'une même espèce protégée.

L'exploitant tient un registre des mortalités recensées sur l'ensemble de ses parcs pour l'avifaune et pour les chiroptères.

Ces registres listent les espèces retrouvées, la date de découverte, l'éolienne concernée, le contexte (suivi environnemental, découverte fortuite, alerte par le système de détection de l'avifaune).

Par ailleurs, l'exploitant a transmis la procédure « autocontrôle mortalité » datée de 2021 et révisée en 2023. La procédure, à destination des équipes en charge de l'exploitation du parc et des prestataires amenés à se rendre sur site, détaille la conduite à tenir en cas de découverte d'un cadavre de faune volante. Il est rappelé que tout intervenant doit déclarer son arrivée sur site, ainsi que son départ en contactant le centre de conduite d'Energie team. En quittant les lieux, les éventuels cas de mortalité constatés sont à signaler. Lors de cet échange, l'interlocuteur est amené à prendre des photos du cadavre, avec un élément dimensionnant. Ces photos sont par la suite transmises au pôle étude d'Energie team qui déterminera l'espèce ou missionnera une personne compétente pour effectuer une identification sur site. Les données sont ensuite enregistrées dans le registre de l'exploitant et déclarées aux autorités selon le niveau de protection de l'individu touché.

L'exploitant indique que ces éléments figurent dans le plan de prévention signé par les différents intervenants. Une affiche synthétique est apposée à l'intérieur des éoliennes du parc.

Enfin, l'exploitant a transmis la procédure « déclaration mortalité » datée de 2021 et révisée en 2023. La procédure indique pour quelle espèce un signalement doit être effectué (espèce menacée) et sous quel format (fiche de notification : déclaration d'incident faune volante), les coordonnées des unités départementales des DREAL sont également précisées.

L'exploitant indique que, sur les deux dernières années, il n'y a pas eu mortalité d'espèces spécifiques.

L'inspection a rappelé qu'à partir du 1er janvier 2026, cette déclaration doit être réalisée sur le site <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>, qui comprend un formulaire spécifique à ces événements.

Des informations relatives à cette déclaration sont présentées sur le portail du BARPI : <https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/declarer-un-incident-impliquant-une-faune-volante-et-une-eolienne/>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesure protection biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2022, article 2

Thème(s) : Autre, Protection chiroptères

Prescription contrôlée :

Afin de réduire la mortalité des chiroptères, les éoliennes sont arrêtées lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Entre le 15 mai et le 31 octobre
- Du coucher au lever du soleil
- Vitesse du vent inférieure ou égale à 4 m/s
- Température supérieure ou égale à 10°C.

Constats :

L'exploitant a présenté l'outil de supervision TPA permettant de visualiser les paramètres de bridage définis pour l'ensemble des éoliennes du parc :

- démarrage le 15 mai, arrêt le 31 octobre ;
- de l'heure de coucher du soleil à l'heure de son lever ;
- vitesse de vent inférieure à 4 m/s ;
- température à hauteur de nacelle supérieure à 10 degrés.

Ces paramètres correspondent à ceux prescrits dans le dernier arrêté préfectoral complémentaire.

Les données SCADA de pilotage ont été communiquées permettant de confirmer du fonctionnement effectif du dispositif durant l'année 2025 (données SCADA du 01/08 au 31/09/2025 vues par sondage).

L'outil de supervision TPA, développé par l'exploitant, permet au chargé d'exploitation de suivre le bon fonctionnement du bridage. L'outil génère des alarmes si le système se déclenche alors qu'il n'aurait pas dû ou à l'inverse en l'absence de déclenchement alors que les conditions météorologiques étaient réunies.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des plateformes

Prescription contrôlée :

Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : L'exploitant a transmis une facture datée du 12 novembre 2025 (EARL VILLET à Dargies) relative à la prestation d'entretien par fauche et débroussaillage des plateformes des éoliennes et des postes de livraison. Cet entretien est effectué à raison de trois passages par an. Il a indiqué que cette prestation était conduite depuis 2021 avec la même société par tacite reconduction. Il a été constaté, lors de la visite sur site que les voies d'accès carrossables étaient en bon état.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Les machines E01, E02 et E03 ont été inspectées. Celles-ci sont maintenues fermées à clefs en permanence. Leur accès est interdit à toute personne étrangère au service.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Panneau et identification mât

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Affichage public
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats :

<p>Les machines E01, E02 et E03 ont été inspectées. L'identification des machines, l'affichage et les consignes sont présents au niveau des plateformes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Intérieur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, propreté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les machines E01, E02 et E03 ont été inspectées. L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre et aucun entreposage de matériaux combustibles ou inflammables n'a été constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>